ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre des Communications, le 4 août 1982, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au certificat de formation pour les conducteurs d'unités de transport transportant par la route des matières dangereuses dans des conteneurs-citernes, citernes ou batteries de récipients", a donné le 27 août 1982 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, de 4e augustus 1982 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het opleidingsgetuigschrift voor bestuurders van transporteenheden die gevaarlijke stoffen in laadketels, tanks of tankbatterijen over de weg vervoeren", heeft de 27e augustus 1982 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

L'alinéa 1er doit être rédigé comme suit :

"Vu l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (A.D.R.) et les Annexes, signés à Genève le 30 septembre 1957 et approuvés par la loi du 10 août 1960, notamment les marginaux 10.170, 10.181 et 260.000;".

Dans le texte français des alinéas 4 et 5, les mots "en particulier l'article 1;" doivent être remplacés par les mots "notamment l'article 1er;".

DISPOSITIF.

Article 1er.

La disposition devrait être rédigée de la manière suivante :

"Article 1er.-

Pour l'application du présent arrêté :

- l'abréviation A.D.R. désigne l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (A.D.R.), et les Annexes, signés à Genève le 30 septembre 1957 et approuvés par la loi du 10 août 1960;

- les termes "matières dangereuses" désignent les matières définies dans le marginal 2000 de l'A.D.R.;

.../...

- le terme "classes" désigne les classes de marchandises dangereuses énumérées dans le marginal 2002 de l'A.D.R.;

- les termes "unité de transport", "batterie de récipients" et "conteneur-citerne" désignent les engins définis sous ces dénominations dans le marginal 10.102 (1) de l'A.D.R.;

- le terme "citerne" désigne la citerne fixe ou démontable définie dans le marginal 10.102 (1) de l'A.D.R.;

- le terme "ministre" désigne : le Ministre des Communications, s'il s'agit du transport par route des matières dangereuses appartenant aux classes 2, 3, 4.1, 4.2, 4.3, 5.1 (sauf 5.1, 6°), 5.2, 6.1 et 8 de l'A.D.R.; le Ministre des Affaires économiques, s'il s'agit du transport par route des matières dangereuses appartenant à la classe 5.1, 6°, de l'A.D.R.; le Ministre qui a la santé publique dans ses attributions, s'il s'agit du transport par route des matières dangereuses appartenant à la classe 7 de l'A.D.R.".

On observera que le mot "ministre" a été substitué aux mots "ministre compétent". L'ensemble du texte devra être adapté en conséquence.

Article 2.

L'A.D.R. ne prévoit pas le groupement des classes en catégories. Ces catégories sont introduites en raison, d'une part, de la diversité des matières dangereuses à transporter,

.../...

qui exige une formation plus ou moins poussée, et, d'autre part, des interventions de différents ministres eu égard à la nature des matières transportées.

Il n'est cependant pas exact de dire, au paragraphe 2, que le certificat est valable pour le transport d'une ou plusieurs catégories de matières dangereuses. Le modèle de certificat imposé par l'A.D.R. indique que le certificat est valable pour telle ou telle classe.

La rédaction suivante est proposée pour ce paragraphe :

"§ 2. Le certificat de formation est valable pour les classes de matières dangereuses dont le transport est autorisé en citernes, batteries de récipients ou conteneurs-citernes.

Les classes sont rangées dans les catégories suivantes :

Catégorie A ... (la suite comme au projet)".

Le paragraphe 3 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 3. Le certificat de formation est conforme au modèle qui figure à l'annexe I du présent arrêté".

Article 3.

Le début du paragraphe 1er devrait être rédigé comme suit :

"Le certificat de formation est délivré ...".

.../...

Il est proposé de scinder le paragraphe 2 et de rédiger le texte comme suit :

"§ 2. Satisfait à la condition imposée dans le paragraphe 1er :

a) celui qui, entre le 1er janvier 1980 et le 31 décembre 1982, a exercé ... (la suite comme au projet, sauf à omettre les mots "pour chaque catégorie", qui sont inutiles);

b) celui qui a suivi un cours de formation portant sur la matière déterminée dans le marginal 10.170 de l'A.D.R. et a réussi le test ou l'examen correspondant.

§ 3. Le cours de formation porte sur le transport des matières dangereuses rentrant dans les catégories mentionnées dans l'article 2, § 2, et pour lequel le certificat est demandé. Le ministre ou son délégué détermine les modalités des cours, du test et de l'examen".

Article 4.

Les alinéas 2 et 3 devraient être remplacés par le texte suivant :

"Toutefois, le certificat valable pour le transport des matières dangereuses comprises dans les catégories C et D, est délivré sur le vu d'une attestation du ministre ou de son délégué. Cette attestation est conforme au modèle qui figure à l'annexe II du présent arrêté".

.../...

Article 5.

L'alinéa 2 du paragraphe 3 serait mieux rédigé comme suit :

"Si, après la délivrance d'un duplicata, le titulaire rentre en possession du document volé ou perdu, il est tenu de remettre immédiatement celui-ci à l'autorité qui l'a délivré".

Article 6.

Le début du paragraphe 1er devrait être rédigé comme suit :

"§ 1er. La durée de validité du certificat de formation est la suivante :

1. pour les certificats délivrés sur base de l'article 3, § 2, b : cinq ans;

2. ... (la suite comme au projet)".

La rédaction suivante est proposée pour les paragraphes 2, 3 et 4 :

"§ 2. La validité du certificat peut être prorogée pour des périodes de cinq ans :

a) quand le titulaire ... (la suite comme au projet);

b) quand le certificat a été délivré sur base de l'article 3, § 2, b, et que son titulaire produit une attestation suivant

.../...

laquelle il a exercé sans interruption depuis la date de délivrance du certificat ou depuis la date de la dernière prorogation son activité ... (la suite comme au projet);

c) quand la validité du certificat délivré sur base de l'article 3, § 2, a, a déjà été prorogée et que son titulaire produit une attestation selon laquelle il a exercé sans interruption depuis la date de la dernière prorogation son activité ... (la suite comme au projet).

Est considérée comme une activité interrompue pour l'application des b et c, une activité suspendue pendant neuf mois consécutifs au moins.

§ 3. Le cours de perfectionnement porte sur le transport des matières dangereuses rentrant dans les catégories mentionnées dans l'article 2, § 2, et pour lequel le certificat est demandé.

Le ministre ou son délégué détermine la matière des cours de perfectionnement, du test ou de l'examen correspondant et fixe les modalités selon lesquelles les cours, le test ou l'examen ont lieu.

§ 4. L'attestation visée au paragraphe 2, b et c, doit porter sur l'activité du transporteur relative au transport des matières dangereuses mentionnées dans l'article 2, § 2, qui fait l'objet du certificat dont la prorogation de validité est demandée. Elle doit être produite dans la forme et selon les modalités déterminées par le ministre ou son délégué".

.../...

Article 7.

Le texte suivant est proposé :

"Article 7.-
La validité du certificat de formation est prorogée par le Ministre des Communications ou son délégué.

Toutefois, la validité des certificats relatifs au transport des matières dangereuses mentionnées dans l'article 2, § 2, catégories C et D, n'est prorogée que sur le vu d'une attestation délivrée par le ministre ou son délégué. Cette attestation est conforme au modèle qui figure à l'annexe III".

Article 8.

Selon les explications du fonctionnaire délégué, peuvent être chargés de donner les cours soit des organismes indépendants, soit des services spécialisés de l'administration.

Le mot français "instances" est incorrect dans le sens où il est utilisé.

La rédaction suivante est proposée pour cet article :

"Article 8.-
§ 1er. Les cours de formation et de perfectionnement sont dispensés par les services ou organismes qui satisfont aux conditions fixées par le ministre et qui sont agréés par lui.

§ 2. L'examen ou le test préalable à la délivrance du certificat ou à la prorogation de sa validité est organisé par le ministre ou son délégué ou par l'organisme agréé par le ministre".

.../...

Article 9.

La rédaction suivante, plus logique, est proposée pour le paragraphe 2 :

"§ 2. Les personnes chargées de faire passer des examens ou des tests doivent satisfaire aux conditions fixées par le ministre ou son délégué, et être agréées par lui".

Article 10.

Aux paragraphes 1er et 2 de cet article, le mot "instances" doit être remplacé par le mot "services".

Article 11.

Chaque fois qu'il est employé dans cet article, le mot "instances" doit être remplacé par le mot "services".

De plus, au paragraphe 1er, les mots "ou organismes" doivent être ajoutés après le mot "instances", devenant "services" dans le texte français.

Article 13.

Les différentes lois qui régissent le transport des matières dangereuses en régime national doivent être citées. Il est, en revanche, inutile de citer des arrêtés royaux qui ne contiennent aucune disposition particulière relative à la recherche et à la constatation des infractions, ou se bornent à faire,

à cet égard, référence à la loi. Il en est ainsi pour les arrêtés royaux du 28 février 1963, du 14 janvier 1969 et du 15 mars 1976.

Devraient être ajoutées, la loi du 1er août 1960 et celle du 18 février 1969.

En conséquence, la rédaction suivante est proposée :

"Article 13.-

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont, selon le cas, recherchées, constatées et punies conformément à la loi du 28 mai 1956 relative aux substances et mélanges explosibles ou susceptibles de déflagrer et aux engins qui en sont chargés, à la loi du 29 mars 1958 relative à la protection de la population contre les dangers des radiations ionisantes, à la loi du 1er août 1960 relative au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles, à la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, à la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par route, par chemin de fer ou par voie navigable et à l'arrêté royal du 23 septembre 1958 portant règlement général sur la fabrication, l'emmagasinage, la détention, le débit, le transport et l'emploi des produits explosifs, notamment les articles 287 et 291".

ANNEXE I.

Compte tenu de l'observation faite sous l'article 2 de l'arrêté en projet et du modèle de certificat annexé à

.../...

l'A.D.R., le mot "catégories" doit être remplacé par "classes". Il en va de même dans les Annexes II et III.

ANNEXE III.

Les mots "aux conditions à la prorogation ..." doivent être remplacés par "aux conditions requises pour la prorogation de la validité du certificat de formation A.D.R. par l'article 6, § 2, a, b ou c".

AANHEF.

Het eerste lid moet als volgt worden gesteld :

"Gelet op het Europees Verdrag betreffende het internationaal vervoer van gevaarlijke goederen over de weg (A.D.R.) en op de Bijlagen, ondertekend te Genève op 30 september 1957 en goedgekeurd bij de wet van 10 augustus 1960, inzonderheid op de randnummers 10.170, 10.181 en 260.000;".

In de Franse tekst van de leden 4 en 5 behoren de woorden "en particulier l'article 1," te worden vervangen door de woorden "notamment l'article 1er;".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

De bepaling zou als volgt moeten worden gesteld :

"Artikel 1.-

Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- de afkorting A.D.R. : het Europees Verdrag betreffende het internationaal vervoer van gevaarlijke goederen over de weg (A.D.R.) en de Bijlagen, ondertekend te Genève op 30 september 1957 en goedgekeurd bij de wet van 10 augustus 1960;

- de woorden "gevaarlijke stoffen" : de in randnummer 2000 van het A.D.R. bedoelde stoffen;

.../...

- het woord "klassen" : de klassen van gevaarlijke goederen opgesomd in randnummer 2002 van het A.D.R.;

- de woorden "transporteenheid", "tankbatterij" en "laadketel" : het materieel, onder die benamingen gedefinieerd in randnummer 10.102 (1) van het A.D.R.;

- het woord "tank" : de vaste of afneembare tank, gedefinieerd in randnummer 10.102 (1) van het A.D.R.;

- het woord "minister" : de Minister van Verkeerswezen, wanneer het gaat om vervoer over de weg van gevaarlijke stoffen die behoren tot de klassen 2, 3, 4.1, 4.2, 4.3, 5.1 (behalve 5.1, 6°), 5.2, 6.1 en 8 van het A.D.R.; de Minister van Economische Zaken, wanneer het gaat om vervoer over de weg van gevaarlijke stoffen die behoren tot klasse 5.1, 6°,van het A.D.R.; de Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort, wanneer het gaat om vervoer over de weg van gevaarlijke stoffen die behoren tot klasse 7 van het A.D.R.".

Op te merken valt dat het woord "minister" in de plaats is gekomen van de woorden "bevoegde minister". De hele tekst moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 2.

Het A.D.R. voorziet niet in samenvoeging van de klassen tot categorieën. De categorieën worden ingevoerd, enerzijds wegens de verscheidenheid van de gevaarlijke stoffen die vervoerd moeten worden, waartoe een min of meer grondige opleiding vereist is, en anderzijds wegens het optreden van verschillende ministers naar gelang van de aard van de vervoerde stoffen.

.../...

Het is echter niet juist in paragraaf 2 te verklaren dat het getuigschrift geldig is voor het vervoer van een of meer categorieën van gevaarlijke stoffen. Het door het A.D.R. opgelegde modelgetuigschrift geeft aan dat het getuigschrift voor deze of gene klasse geldig is.

Voorgesteld wordt de paragraaf als volgt te redigeren :

"§ 2. Het opleidingsgetuigschrift is geldig voor de klassen van gevaarlijke stoffen ~~waarvan het vervoer~~ in tanks, tankbatterijen of laadketels toegestaan is.

De klassen worden in de volgende categorieën gerangschikt :

Categorie A ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Het verdient aanbeveling paragraaf 3 als volgt te redigeren :

"§ 3. Het opleidingsgetuigschrift komt overeen met het model van bijlage I van dit besluit".

Artikel 3.

Het begin van paragraaf 1 zou als volgt moeten worden gesteld :

"Het opleidingsgetuigschrift wordt afgegeven ...".

Voorgesteld wordt paragraaf 2 te splitsen en de tekst als volgt te redigeren :

.../...

"§ 2. Aan de in § 1 opgelegde voorwaarde voldoet :

a) hij die tussen 1 januari 1980 en 31 december 1982 gedurende ten minste zes maanden werkzaam is geweest als bestuurder van transporteenheden die gevaarlijke stoffen in tanks, tankbatterijen of laadketels vervoeren; het bewijs van die werkzaamheid moet worden geleverd in de vorm en op de wijze door de minister bepaald;

b) hij die een opleidingscursus over de in randnummer 10.170 van het A.D.R. bepaalde materie heeft gevolgd en geslaagd is voor de overeenkomstige test of het overeenkomstige examen.

§ 3. De opleidingscursus loopt over het vervoer van de gevaarlijke stoffen die tot de in artikel 2, § 2, vermelde categorieën behoren en waarvoor het getuigschrift wordt aangevraagd. De minister of zijn gemachtigde bepaalt de nadere regels in verband met de cursussen, de test en het examen".

Artikel 4.

De leden 2 en 3 zouden door de volgende tekst moeten worden vervangen :

"Het getuigschrift dat geldig is voor het vervoer van de tot de categorieën C en D behorende gevaarlijke stoffen wordt echter afgegeven op overlegging van een attest van de minister of zijn gemachtigde. Dat attest komt overeen met het model van bijlage II van dit besluit".

.../...

Artikel 5.

Het tweede lid van paragraaf 3 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Indien de houder, nadat hem een duplicaat is afgegeven, opnieuw in het bezit komt van het gestolen of verloren document, dient hij dit onmiddellijk terug te geven aan de overheid die het heeft afgegeven".

Artikel 6.

Het begin van paragraaf 1 zou moeten worden geredigeerd als volgt :

"§ 1. De geldigheidsduur van het opleidingsgetuigschrift is :

1. voor de getuigschriften afgegeven op basis van artikel 3, § 2, b : vijf jaar;

2. voor de getuigschriften afgegeven ... (voorts zoals in het ontwerp, maar in de tekst onder a en b vervange men "goederen" door "stoffen")".

Voor de paragrafen 2, 3 en 4 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"§ 2. De geldigheid van het getuigschrift kan telkens voor vijf jaar worden verlengd :

.../...

a) wanneer de houder ... (zoals in het ontwerp) ... en geslaagd is voor de overeenkomstige test of het overeenkomstige examen;

b) wanneer het getuigschrift afgegeven is op basis van artikel 3, § 2, b, en de houder ervan een attest voorlegt waaruit blijkt dat hij sinds de datum van afgifte van het getuigschrift of sinds de datum van de laatste verlenging ononderbroken bedrijvig is geweest ... (voorts zoals in het ontwerp);

c) wanneer de geldigheid van het op basis van artikel 3, § 2, a, afgegeven getuigschrift reeds eerder werd verlengd en de houder ervan een attest voorlegt waaruit blijkt dat hij sinds de datum van de laatste verlenging ononderbroken bedrijvig is geweest ... (voorts zoals in het ontwerp).

Voor de toepassing van b en c wordt als onderbroken bedrijvigheid beschouwd een inactiviteit van ten minste negen opeenvolgende maanden.

§ 3. De vervolmakingscursus loopt over het vervoer van de gevaarlijke stoffen die tot de in artikel 2, § 2, vermelde categorieën behoren en waarvoor het getuigschrift wordt aangevraagd.

De minister of zijn gemachtigde bepaalt de stof van de vervolmakingscursussen, van de overeenkomstige test of het overeenkomstige examen en stelt de nadere regels vast volgens welke de cursussen worden gegeven en de test of het examen wordt afgenomen.

.../...

§ 4. Het in paragraaf 2, b en c, bedoelde attest moet betrekking hebben op de werkzaamheid van de vrachtrijder op het gebied van het vervoer van de in artikel 2, § 2, vermelde gevaarlijke stoffen, voor welke werkzaamheid het getuigschrift is afgegeven waarvoor wordt gevraagd de geldigheid ervan te verlengen. Het attest dient te worden voorgelegd in de vorm en op de wijze vastgesteld door de minister of zijn gemachtigde".

Artikel 7.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 7.-

De geldigheid van het opleidingsgetuigschrift wordt verlengd door de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde.

De geldigheid van de getuigschriften voor het vervoer van de in artikel 2, § 2, categorieën C en D, vermelde gevaarlijke stoffen wordt echter slechts verlengd op overlegging van een attest, afgegeven door de minister of zijn gemachtigde. Dat attest komt overeen met het model van bijlage III".

Artikel 8.

Volgens de uitleg van de gemachtigde ambtenaar kunnen ofwel onafhankelijke instellingen ofwel gespecialiseerde diensten van de administratie met het geven van de cursussen worden belast.

.../...

Het Franse woord "instances" is niet correct in de betekenis waarin het hier wordt gebruikt.

Voorgesteld wordt het artikel als volgt te lezen :

"Artikel 8.-

§ 1. De opleidings- en vervolmakingscursussen worden verstrekt door de diensten of instellingen die aan de door de minister vastgestelde voorwaarden voldoen en door hem worden erkend.

§ 2. Het examen of de test, voorafgaand aan de afgifte van het getuigschrift of aan de verlenging van de geldigheid ervan, wordt georganiseerd door de minister of zijn gemachtigde of door de instelling daartoe door de minister erkend".

Artikel 9.

De volgende, meer logische formulering wordt voorgesteld voor paragraaf 2 :

"§ 2.De personen die belast zijn met het afnemen van examens of tests, moeten aan de door de minister of zijn gemachtigde vastgestelde voorwaarden voldoen en door hem erkend zijn".

Artikel 10.

In de paragrafen 1 en 2 van dit artikel moeten de woorden "organismen" en "instanties" onderscheidenlijk worden vervangen door "instellingen" en "diensten".

.../...

Artikel 11.

Overal waar de woorden "instanties of organismen" in dit artikel worden gebruikt, dienen zij te worden vervangen door de woorden "diensten of instellingen".

Bovendien moeten in de Franse tekst van de eerste paragraaf de woorden "ou organismes" worden ingevoegd na het woord "instances" dat "services" wordt.

Artikel 13.

De verschillende wetten die het vervoer van gevaarlijke stoffen nationaal regelen, behoren te worden genoemd. Het is daarentegen onnodig koninklijke besluiten te citeren die geen enkele bijzondere bepaling bevatten in verband met het opsporen en vaststellen van overtredingen of in dat opzicht niets meer doen dan naar de wet verwijzen. Dit geldt voor de koninklijke besluiten van 28 februari 1963, 14 januari 1969 en 15 maart 1976.

Wel zouden de wet van 1 augustus 1960 en die van 18 februari 1969 aan de opsomming moeten worden toegevoegd.

Derhalve wordt de volgende lezing voorgesteld :

"Artikel 13.-

De overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden, naar gelang van het geval, opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig de wet van 28 mei 1956 betreffende ontplofbare en voor deflagratie vatbare stoffen en mengsels en daarmede geladen tuigen, de wet van 29 maart 1958 betreffende de bescherming van de bevolking tegen de

.../...

uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren, de wet van 1 augustus 1960 betreffende het vervoer van zaken met motorvoertuigen tegen vergoeding, de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg en het koninklijk besluit van 23 september 1958 houdende algemeen reglement betreffende het fabriceren, opslaan, onder zich houden, verkopen, vervoeren en gebruiken van springstoffen, inzonderheid de artikelen 287 en 291".

BIJLAGE I.

Met inachtneming van de bij artikel 2 van het ontwerp-besluit gemaakte opmerking en van het modelgetuigschrift dat bij het A.D.R. is gevoegd, behoort het woord "kategorieën" door het woord "klassen" te worden vervangen. Dit geldt ook voor de bijlagen II en III.

BIJLAGE III.

De woorden "aan de voorwaarden tot het verlengen ..." moeten worden vervangen door de woorden "aan de voorwaarden voor het verlengen van de geldigheid van het A.D.R.-opleidingsgetuigschrift vereist door artikel 6, § 2, a, b of c".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs : de Heren :	P. TAPIE,	président de chambre, kamervoorzitter,
	Ch. HUBERLANT, P. FINCOEUR,	conseillers d'Etat, staatsraden,
	R. PIRSON,	assesseurs de la section de législation,
	L. MATRAY,	assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame : Mevrouw :	M. VAN GERREWEY,	greffier assumé, toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. P. TAPIE.